

Paris, 25 mars 2026 — Dans un contexte géopolitique alarmant, le Premier ministre Sébastien Lecornu a pris la parole mercredi devant l'Assemblée nationale pour détailler les grandes priorités de l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM). Au cœur de son intervention : un effort financier massif consacré aux munitions, dont la France entend faire une priorité de défense nationale.

« *L'urgence, ce sont évidemment les munitions* »

C'est dans le cadre d'un débat sans vote consacré à la guerre au Moyen-Orient que le chef du gouvernement a dévoilé l'ampleur du chantier. « *L'urgence, ce sont évidemment les munitions. Nous prévoyons d'investir 8,5 milliards d'euros supplémentaires en termes de commandes entre 2026 et 2030, qui s'ajoutent aux 16,5 milliards d'euros de la LPM votée en 2023* », a-t-il déclaré devant les députés. Un effort qu'il a lui-même qualifié d'« *indispensable* » et de « *colossal* ».

Avec cette nouvelle enveloppe, la France aura consacré aux munitions un effort financier quatre fois plus important que lors de la précédente loi de programmation militaire. Ces commandes représenteront environ 25 % de l'effort supplémentaire total annoncé par le président Macron.

L'examen parlementaire de la LPM actualisée va être accéléré compte tenu du conflit déclenché le 28 février par des frappes israélo-américaines sur l'Iran, qui a depuis répliqué et visé des pays du Golfe alliés de la France, venue à leur aide.

Face à cette situation inédite, Lecornu a posé un diagnostic sans concession sur l'évolution des conflits modernes. « *Quantité et qualité, coût et efficacité, innovation et rapidité, munition de saturation mais aussi munition de précision et donc de décision. C'est un enjeu militaire, c'est aussi un enjeu industriel et donc un enjeu de souveraineté et donc de liberté* », a-t-il martelé.

« *France Munitions* » : un grossiste national au service des armées

Au-delà des chiffres, Lecornu a présenté un outil inédit : la création d'une plateforme baptisée « France Munitions », qui sera « *un grossiste de munitions* » pour répondre aux besoins des armées françaises, des pays alliés et des clients à l'export, financée à la fois « *par l'État et par des investisseurs privés* ».

Inspirée d'une proposition du député et ancien ministre Jean-Louis Thiériot (LR), cette structure « *permettra de massifier les commandes aux industriels, d'accélérer la transformation de l'outil de production industrielle et finalement d'augmenter la production de munitions en France* », selon le Premier ministre.

Parallèlement, un plan de soutien de 300 millions d'euros à l'industrie « *duale* », à la fois civile et militaire, sera mis en place. Des mesures seront également prises pour relocaliser des chaînes de production de composants critiques utiles à la défense nationale et pour en moderniser d'autres. Ce volet industriel s'inscrit dans une logique d'autonomie stratégique que Lecornu a résumée en une formule : « *Si nous voulons être indépendants, nous devons nous défendre nous-mêmes.* »

Une LPM actualisée sur un calendrier serré

La version actualisée de la LPM sera présentée en Conseil des ministres le 8 avril, avant un examen à l'Assemblée nationale la semaine du 4 mai, puis au Sénat début juin. Elle s'inscrit dans une hausse globale du budget défense à 413 milliards d'euros sur sept ans, soit +40 % par rapport à la période précédente.

La LPM actualisée prévoit également un « nouveau régime d'état d'alerte de sécurité nationale » qui permettra, en cas de menaces, d'adapter temporairement les règles afin d'accélérer les décisions, simplifier les procédures et lever les blocages qui ralentissent la conduite des projets stratégiques. Concrètement, ce régime d'exception pourrait, en cas de menace grave, permettre de déroger à certaines normes pour faciliter l'entreposage de munitions, accélérer la construction de camps militaires ou encore assouplir les règles de circulation des convois militaires.

Sur le sujet des munitions, lire en complément sur Theatrum Belli :

[Sahara marocain : pour la création d'un grand centre franco-marocain d'essais de tirs de munitions militaires.](#)